



JURISTE EN DROIT DE L'INNOVATION TECHNOLOGIQUE

Certifiez vos compétences juridiques à l'ère du digital

JURISTE EN DROIT DE L'INNOVATION TECHNOLOGIQUE

Tarif préférentiel : 3 500 € HT

2 jours

CULTURE IT POUR LES MÉTIERS JURIDIQUES

Code : 63146

1 jour

BLOCKCHAIN : LES ENJEUX JURIDIQUES ET COMPLIANCE

Code : 63257

1 jour

OPEN INNOVATION

Code : 63140

1 jour

LA CYBERCRIMINALITÉ

Code : 63147

Ceci est une suggestion de parcours – Si une de ces formations mérite d'être remplacée, vous pourrez sélectionner celle de votre choix parmi la gamme afin que le parcours soit le plus adapté à vos besoins. Pour plus d'informations, veuillez nous consulter.

OBJECTIFS

- Identifier les différentes formes de cyberattaques
- Savoir quelles actions mettre en œuvre suite à une attaque informatique
- Savoir quelles mesures mettre en place pour prévenir les attaques informatiques
- Anticiper un contrôle de la Commission nationale de l'informatique et des libertés suite à une violation de données à caractère personnel rendue possible par l'exploitation d'une faille de sécurité

FORMATEUR(S)

Virginie BENSOUSSAN-BRULE, Avocat, Directrice du pôle Contentieux numérique, Cabinet LEXING ALAIN BENSOUSSAN AVOCATS

PUBLIC

- Responsable juridique, juriste
- Avocat, DSI, DG
- Développement / Innovation

DURÉE : 1 jour

SESSIONS 18 mars
17 juin
16 septembre
18 novembre

TARIF : 1020 € HT

CODE : 63147

La Cybercriminalité

Quel plan d'actions pour renforcer son dispositif de sécurité ?

PROGRAMME / 1 jour

1 Les infractions pénales

Panorama des atteintes aux systèmes de traitement automatisés de données (STAD) :

- la notion de STAD
 - la notion de maître du système
 - la question de la protection du STAD
 - l'accès frauduleux
 - le maintien frauduleux
 - l'atteinte à l'intégrité du système
 - l'atteinte à l'intégrité des données
 - l'association de malfaiteurs informatiques
 - la détention d'un programme informatique conçu pour commettre une atteinte à un STAD
 - la tentative
- L'infraction spécifique de vol d'informations

2 Les actions à mettre en œuvre suite à une attaque informatique

Dépôt de plainte auprès du Procureur de la République

Déclaration de sinistre

Plan de communication interne et externe

***Mise en situation : rédaction d'un plan média**

3 Les mesures à mettre en place pour prévenir les attaques informatiques

Sécurisation du SI contre les risques externes :

- charte des moyens informatiques et des outils numériques
- charte des administrateurs
- charte des tiers

Sécurisation du SI contre les risques internes

4 La notification de violations de données

Notification à la Cnil :

- notifications initiale et complémentaire
 - information des personnes concernées
- Notification à l'Anssi :
- par les organismes d'importance vitale (OIV)
 - par les organismes de service essentiel (OSE)
 - par les fournisseurs de service numérique (FSN)

Le lanceur d'alerte informatique